



***NAIRA : ET MAINTENANT ?***

***NECESSITE D'ACCELERER LE  
DEVELOPPEMENT DU SYSTEME***

***IDE :  
PERSPECTIVES***

***TOGO : POINT  
FINANCIER***

***EVOLUTION DE LA CONSOMMATION***

***LES SYSTEMES FINANCIERS  
DECENTRALISES DE PLUS EN PLUS***

---

## NAIRA : ET MAINTENANT ?

---

Le Naira était maintenu en parité fixe avec le Dollar américain depuis mars 2015, mais suite à la baisse de la production et surtout à la chute des cours du pétrole, la banque centrale nigériane a décidé à partir du 20 juin 2016 de laisser flotter la devise nigériane, entraînant dans les premiers jours, une chute du Naira de 30% face au Dollar américain. La dévaluation du naira était vivement souhaitée de la communauté des gros investisseurs et autres institutions internationales arguant notamment que cette mesure devrait booster les investissements. Bien que l'on craigne les effets à court terme de la dévaluation du naira, dans un pays qui importe la grande majorité de ses biens de consommation courante. La population devrait être impactée par la hausse des prix des biens et des services, car avec la dévaluation, les prix des importations vont augmenter.

Les effets de cette dévaluation commencent à avoir des répercussions sur le commerce au Nigéria.

L'inflation a atteint plus de 16% au second trimestre, soit son plus haut niveau depuis 6 ans.

Le Nigéria, à lui seul représente plus de 75% du PIB de la CEDEAO, donc ce choc subi par l'économie nigériane a forcément un impact important sur toute l'économie de la sous-région. Le Bénin est le premier à en pâtir parce que 80% de ses activités sont liés au marché nigérian, or ce dernier a réduit considérablement ses importations entraînant de grands stocks d'inventus au Bénin. Par exemple, les véhicules qui sont principalement achetés par des Nigériens ont connu une baisse de la demande. Toutefois cela ne touche pas tous les

secteurs. Dans celui des ordinateurs et des téléphones portables, c'est l'inverse qui se produit. La baisse du naira et une relative stabilité des prix sur les marchés nigériens poussent de nombreuses personnes à les acheter moins cher au Nigéria, pour les revendre parfois à trois fois le prix au Bénin.

Cette dévaluation devrait être bénéfique pour les consommateurs des pays de l'UEMOA car ils auront accès aux produits nigériens à un prix relativement plus bas que les produits locaux ou du moins ils auront accès à une gamme plus large de produits et à des prix concurrentiels car les entreprises nigériennes vont aller à la recherche de débouchés régionaux pour écouler leur production. Mais cette recherche de débouchés par les entreprises nigériennes risque de porter un coup aux entreprises productrices de la sous-région qui seront soumises à une rude concurrence.

Avec la réduction des prix des produits nigériens et l'appréciation du Franc CFA pour les pays francophones, c'est le moment de reposer le débat de leur compétitivité. Dans un contexte de dépréciation continue du Naira, ces économies ne pourront plus tenir longtemps avec un FCFA aussi fort et arrimé à l'Euro. Tous les investisseurs et consommateurs vont respectivement, préférer investir au Nigéria et acheter les produits nigériens. .

---

## NECESSITE D'ACCELERER LE DEVELOPPEMENT DU SYSTEME FINANCIER

---

Durant ces dernières décennies le développement financier de l'Afrique s'est largement appuyé sur l'amélioration des fondamentaux macroéconomiques, mais il a souffert de la faiblesse des institutions. Offrir des cadres juridiques et institutionnels

plus solides et notamment une gouvernance d'entreprise plus robuste présente une importance cruciale pour créer un environnement propice au développement et à l'épanouissement du secteur financier.

Mais les pays doivent aussi se montrer vigilants quant aux risques pour le système financier et à leurs retombées sur l'économie réelle. Dans beaucoup de pays, la législation n'est pas totalement conforme aux bonnes pratiques internationales, et son application laisse encore à désirer. Il est donc essentiel de renforcer non seulement le cadre réglementaire et la capacité de supervision, mais aussi les pouvoirs d'exécution. Parmi les nombreuses autres réformes souhaitables, il faudrait en toute priorité harmoniser les réglementations et les procédures de supervision afin d'éviter l'arbitrage réglementaire, et établir un mécanisme pour la résolution des institutions financières non viables.

Enfin, il importe que les organes de supervision financière surveillent étroitement les risques liés aux transactions monétaires mobiles, auxquelles recourent de plus en plus les populations à faible revenu, pour assurer la sécurité des fonds des ménages, tout en leur permettant de profiter de cette plus grande facilité de transaction, d'épargner pour faire face aux coups durs ou d'emprunter pour créer une entreprise.

---

### IDE : PERSPECTIVES

---

Selon l'étude « Financer la croissance africaine à l'horizon 2020 : perception des investisseurs internationaux », réalisée par le cabinet Havas Horizons portant sur la période 2016-2020, en Afrique, les énergies, les services financiers et les transports sont les trois secteurs jugés les plus prometteurs. D'après cette étude menée

auprès de 55 investisseurs étrangers, l'énergie, arrive en tête des secteurs les plus prometteurs du continent avec 38% des investisseurs sondés alors qu'elle était 4e en 2015.

Largement plébiscité comme étant le secteur le plus prometteur de l'économie africaine, le secteur de l'énergie attire et retient l'investissement. « Les investisseurs croient en la capacité du continent à devenir une référence mondiale pour les énergies renouvelables, activité d'ores et déjà privilégiée dans leurs investissements », indique le rapport. Ce secteur, jadis considéré comme risqué semble offrir aujourd'hui « un potentiel de retour sur investissement très significatif ».

Un classement des pays africains ayant un fort potentiel énergétique a été établi. La première place revient au Nigéria avec 33% des sondés, suivi de la Côte d'Ivoire avec 22%. Le Kenya et le Maroc sont troisième ex aequo avec 19% chacun des investisseurs sondés, tandis que l'Afrique du Sud ferme ce classement avec 11% des voix.

Avec 18% des intentions, les services financiers sont toujours l'eldorado des investisseurs. Classés en 2e position cette année, alors qu'ils étaient en tête en 2015, les services financiers demeurent attractifs sur le continent. Ils se développent très rapidement en Afrique grâce notamment aux principales places financières africaines parmi lesquelles on peut citer Johannesburg, Lagos, Casablanca ou le Caire.

Le secteur des transports ferme le classement de ce top 3 des secteurs les plus porteurs sur la période 2016-2020 avec 11% selon Havas. Ce secteur, intimement lié au développement des infrastructures routières, ferroviaires et portuaires est en

pleine émergence. Un essor qui s'explique par les importants investissements réalisés dans ce domaine sur le continent, les multiples projets régionaux lancés par certains pays, surtout dans le secteur ferroviaire, d'où l'intérêt des investisseurs sondés.

Globalement il ressort que les 5 pays africains les plus attractifs pour les investisseurs internationaux sur la période 2016-2020 sont dans l'ordre respectif l'Éthiopie, le Nigeria, le Maroc, le Ghana et le Sénégal.

---

### TOGO : POINT FINANCIER

---

Fin Juin, la situation monétaire est marquée par une diminution de 1,6% de la masse monétaire par rapport à fin décembre 2015, reflétant l'évolution de ses contreparties. En effet, les avoirs extérieurs nets et le crédit intérieur se sont repliés respectivement de 0,6% et 6,4% comparativement à fin décembre 2015. La baisse du crédit intérieur est imputable au recul des crédits à l'économie de 2,2% et à l'amélioration de la position nette du gouvernement de 40,6%.

Concernant les finances publiques, on note une baisse des recettes de l'État et des dépenses courantes respectivement de 15,0% et 1,4% par rapport au mois précédent faisant passer le solde courant de +24,69 milliards de FCFA en mai 2016 à +16,47 milliards de FCFA en juin 2016. En glissement annuel, les recettes de l'État et les

dépenses courantes ont augmenté respectivement de 16,5% et 2,4%.

L'encours de crédit intérieur s'élève à 932,04 milliards de CFA au mois de Juin 2016, en augmentation de 2,6% par rapport à Mai 2016.<sup>1</sup> En juin, les crédits à l'économie ont quant à eux connu une légère hausse de 0,8% par rapport à Mai 2016.

L'activité bancaire est en hausse avec un total bilan qui s'établit à 2 019,4 milliards de FCFA à fin Mai 2016 en progression de 2,2% par rapport au premier trimestre. Une évolution qui s'explique par la progression des dépôts et des crédits.

Les crédits à long termes continuent par se situer à leur niveau de 2015. Ce qui montre que les banques se montrent encore réticentes à l'investissement à long terme dans le secteur privé.

Le taux d'épargne au second trimestre 2016 a progressé de 33,8% par rapport à 2015 et s'établit à 8,3%. Le Togo reste tout de même loin derrière dans la zone UEMOA, le taux moyen étant de 18,8%.

La contribution du secteur tertiaire au PIB togolais a été de 33,1% en 2015. C'est de loin la part la plus faible de la sous-région, la moyenne se situant autour de 52,6%. Ceci traduit un retard dans la transformation du tissu économique togolais.

Le Trésor Togolais a levé 22 milliards de Francs CFA fin Mai en émettant des bons de trésor à 24 mois offrant une rémunération de 5,95%.

---

<sup>1</sup> Mai 2016 a connu le plus faible volume de crédit intérieur depuis Février 2015.

---

## EVOLUTION DE LA CONSOMMATION

---

En juin 2016, l'activité économique nationale a connu une hausse de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) de 0,2% par rapport au mois précédent, imputable aux principales fonctions notamment «Produits alimentaires et boissons non alcoolisées», «Articles d'habillement et chaussures» et «Meuble et Articles ménagers». En glissement annuel, l'IHPC a augmenté de 2,5%.

En variation mensuelle, les prix des produits vivriers tels que l'igname et le haricot blanc sont en hausse respectivement de 1,2% et 4,2% tandis que celui du maïs a baissé de 6,7%. Comparés à juin 2015, les prix du maïs et du haricot blanc ont augmenté respectivement de 15,1% et 4,1% alors que le prix de l'igname a baissé de 5,8%.

Les prix des principales matières premières exportées par les pays de l'UEMOA ont également connu une hausse globale en juin 2016. En rythme mensuel, les cours du coton, du café, de l'or et du cacao ont progressé respectivement de 4,0%, 2,5%, 1,3% et 1,0%. De même, les cours mondiaux des produits alimentaires, ont augmenté de 4,2% en rythme mensuel à fin juin 2016.

Les cours du pétrole brut sur les marchés internationaux (moyenne WTI,<sup>2</sup> BRENT, DUBAI), exprimés en dollars US, ont augmenté de 4,0% en juin 2016 par rapport aux réalisations du mois précédent, des prix historiquement très bas. Mais ceci n'a pas impacté les prix à la pompe au Togo où la baisse des prix du litre de super sans plomb et du gasoil se poursuit. Fin juillet, ils

ont diminué respectivement de 4,2% et de 4,3% pour s'établir à 433 FCFA et 435FCFA. En glissement annuel, les consommations de super sans plomb et du gas-oil sont en hausse respectivement de 43,7% et de 4,0% due. Ces augmentations sont dues aux baisses successives des prix à la pompe qui détournent de nombreux usagers du marché de la contrebande.

A la fin du second trimestre l'activité portuaire de Lomé est marquée par une hausse des marchandises embarquées, du transbordement et du transit pour respectivement 3,4%, 3,1% et 15,5% et une baisse des marchandises débarquées de 8,2% par rapport à mai 2016. En glissement annuel, les marchandises débarquées, les marchandises embarquées et le transbordement ont régressé respectivement de 19,4%, 13,7% et 21,3% tandis que le transit a progressé de 109,5%. On constate que le volume total des marchandises débarquées au port sur le premier semestre de l'année 2016 s'est replié de 12% et de 21% respectivement par rapport au premier et au second semestre de 2015. Cette situation est à surveiller de près car ceci constitue un manque à gagner au niveau de l'activité commerciale et des recettes douanières qui y sont liées.

La production céréalière brute au Togo sur la période 2015/2016 a baissé de 3% par rapport à la période précédente, s'établissant à 1,272 millions de tonnes.

---

<sup>2</sup> Le West Texas Intermediate (WTI), est un type de **pétrole** brut utilisé comme standard dans la fixation du prix du brut

---

*LES SYSTEMES FINANCIERS  
DECENTRALISES DE PLUS  
EN PLUS PERFORMANTS*

---

Les Systèmes financiers décentralisés, acteurs principaux de la microfinance dans la zone UEMOA, ont collecté un montant total de dépôts de 1025,6 milliards de FCFA à la fin du premier trimestre 2016.

Alors qu'il s'établissait à 906,6 milliards FCFA, un an plus tôt, le montant de ces dépôts a connu une progression de 13,12% en valeur relative. « Il représente environ 6,3% du montant des dépôts détenus par les établissements de crédit de l'Union au cours de la période sous revue » précise la BCEAO.

Sur la base d'un échantillon de 135 SFD, l'institution d'émission note qu'à la fin du premier trimestre 2016, le montant des dépôts collectés s'est établi à près de 923,1 milliards FCFA contre 816 milliards FCFA en 2015, soit une hausse de 13,1%. Ainsi, les hausses enregistrées par pays se présentent comme suit : Guinée-Bissau (+ 41,9%), Côte d'Ivoire (+ 24,3%), Bénin (+ 18,1%), Burkina (+ 14,2%), Mali (+ 11,5%), Sénégal (+ 10,2%), Togo (+ 4,4%), Niger (+ 2,8%).

Le montant moyen des dépôts par membre s'est établi à 97 949 FCFA à fin mars 2016 contre 98 561 FCFA un an plus tôt, soit un léger repli de 612 FCFA.